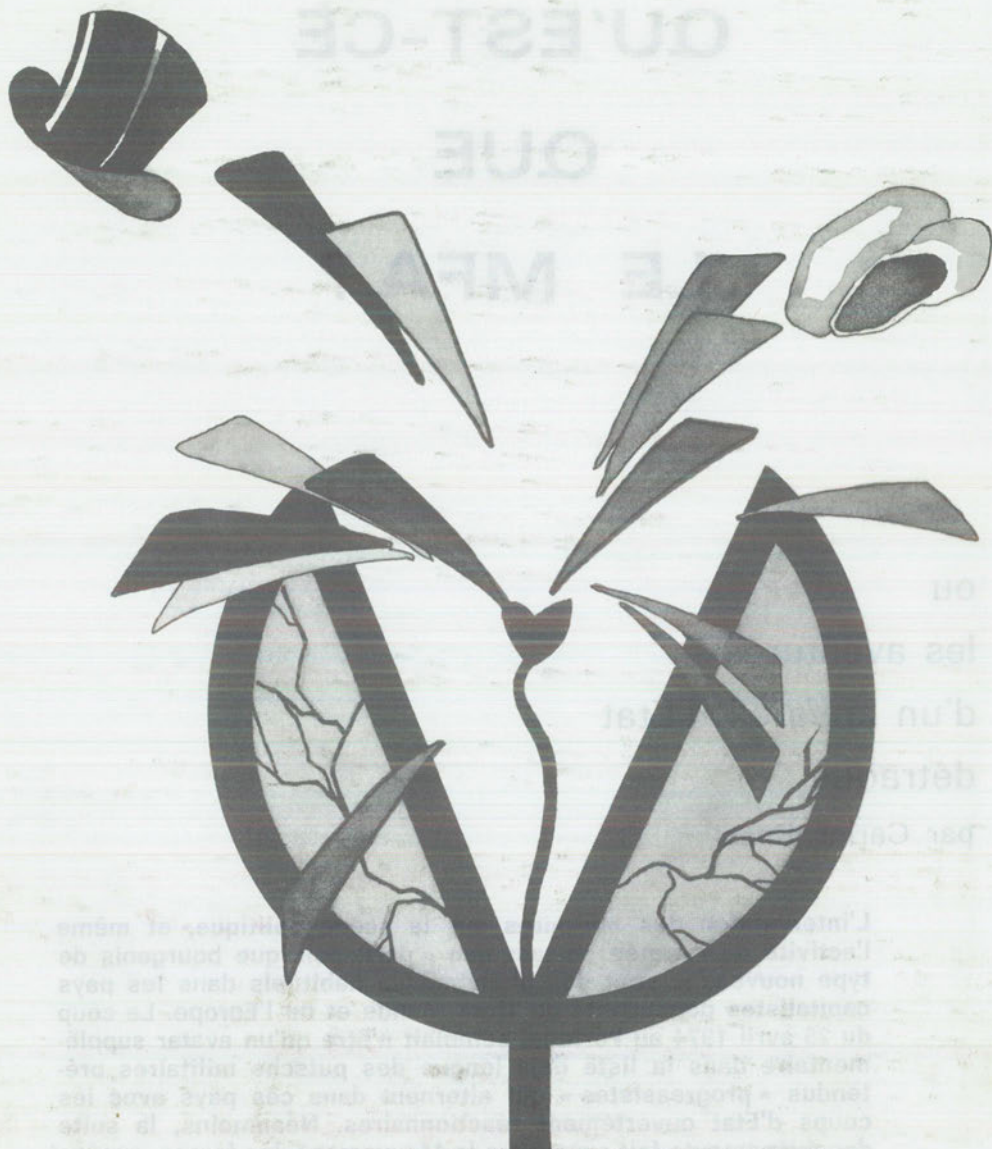


QU'EST-CE QUE LE MFA ?

ou
les aventures
d'un appareil d'État
détraqué

par Carlos Rossi

L'intervention des militaires sur la scène politique, et même l'activité de l'Armée en tant que « parti politique bourgeois de type nouveau », sont des phénomènes habituels dans les pays capitalistes dépendants du Tiers Monde et de l'Europe. Le coup du 25 avril 1974 au Portugal semblait n'être qu'un avatar supplémentaire dans la liste déjà longue des putschs militaires prétendus « progressistes » qui alternent dans ces pays avec les coups d'État ouvertement réactionnaires. Néanmoins, la suite des événements fait apparaître le Mouvement des forces armées (MFA) portugais comme un phénomène relativement nouveau, qui semble échapper aux cadres conceptuels traditionnels et qui sème le désarroi chez les militants, provoquant tantôt un émerveillement suiviste, tantôt un raidissement sectaire. Les modèles classiques — nassérisme, « péruanisme » — à peine évoqués semblent déjà dépassés par l'évolution d'un mouvement politique qui se transforme à une vitesse étourdissante et qui apparaît comme une véritable énigme théorique et pratique, inexplicable, incompréhensible et imprévisible.



MFA

Il nous semble que le « phénomène MFA » doit être tout d'abord saisi dans le cadre d'une problématique universelle de plus en plus importante : **la crise générale des valeurs et institutions bourgeoises**. Il est vrai que cette crise se manifeste tout d'abord dans les **appareils idéologiques** de la domination de classe : l'Université, l'École, l'Eglise, etc. ; néanmoins, ici et là, des tensions et des craquements se font sentir à l'intérieur de l'**appareil d'Etat** et même de l'appareil répressif. Un exemple en France même, pays capitaliste avancé : un secteur significatif de l'appareil judiciaire, traditionnellement instrument direct des intérêts de classe fondamentaux de la bourgeoisie, se rebelle, met en question son rôle de chien de garde de « l'ordre » capitaliste et cherche l'alliance avec le mouvement ouvrier : le Syndicat de la Magistrature. C'est-à-dire : des membres de l'appareil d'Etat, sans cesser d'exercer leurs fonctions, s'organisent en mouvement « politico-professionnel » et esquissent une première rupture, partielle et confuse, avec leur institution et avec les classes dominantes. Un autre exemple, plus proche de ce qui se passe au Portugal : au Brésil, en 1963-64, se constitue une Association des sergents et caporaux, d'abord sur des bases catégorielles, mais qui connaît une politisation et une radicalisation rapides, se rapprochant des syndicats ouvriers et de courants de gauche et d'extrême-gauche (elle sera écrasée et dissoute par le coup réactionnaire d'avril 1964).

Bien entendu, le MFA n'est pas un Syndicat de la magistrature en uniforme ; mais il a aussi ce caractère de mouvement de rupture, encore partielle et confuse, avec son institution : l'Armée bourgeoise. Ce qui rend le phénomène si complexe et contradictoire, c'est que le MFA est à la fois issu de l'appareil d'Etat mais relativement distinct de celui-ci : l'Assemblée du MFA n'est pas l'expression de la hiérarchie militaire en tant que telle.

Comme l'a souligné le général Costa Gomes, avec un mélange d'hypocrisie et de menace : « Notre Assemblée se situe à l'avant-garde des forces armées et n'en représente pas la moyenne » (*Le Monde*, 27-28 juillet 1975). Le contrôle du MFA sur les forces armées reste par conséquent précaire, et soumis à des pressions diverses, intérieures (les soldats d'une part, la hiérarchie de l'autre) et extérieures (les classes sociales antagoniques). Le MFA est pour ainsi dire l'expression organique de la crise de l'appareil militaire de l'Etat bourgeois portugais, de son « dérèglement », de son « disfonctionnement », de son tiraillement par la lutte de classes, de sa difficulté à jouer son rôle traditionnel de garant ultime de l'ordre bourgeois.

Inutile de souligner que le MFA lui-même est éminemment hétérogène, et que son unité de façade se lézarde de plus en plus : l'affrontement entre ses divers courants — bourgeois, petits-bourgeois, réformistes stalinien ou social-démocrates, révolutionnaires, ultra-gauches, etc. — est du domaine public, et la tentative de ressouder l'ensemble du mouvement autour de quelques thèmes idéologiques communs (tiers mondisme, « socialisme portugais », indépendance nationale) est chaque fois plus problématique ; la coexistence dans un même mouvement de partisans du général Spínola et de sympathisants du PRP-BR (groupe d'extrême-gauche analogue à **Révolution** en France) ne peut pas durer éternellement, même si « l'esprit de corps », l'intérêt de caste, les traditions autoritaires et hiérarchiques communes jouent encore un rôle de ciment unitaire.

Même si la bourgeoisie possède encore, à travers Costa Gomes et la droite du mouvement, d'une espèce de « droit de veto » au sein du MFA,

**Qu'est-ce
que
le MFA ?**

elle est loin de faire confiance à celui-ci ; le sabotage économique, l'arrêt des investissements, l'exportation de capitaux montrent que, pour elle, il n'y a plus au Portugal une sécurité suffisante pour la propriété privée. La bourgeoisie atteste ainsi, à sa manière, du « détraquement » de l'appareil d'Etat par le MFA.

Comment a pu apparaître ce mouvement, avant le 25 avril, au sein de l'armée fasciste et colonialiste du régime Caetano ? Plusieurs facteurs spécifiques au Portugal ont permis, par leur combinaison, le surgissement du MFA :

1) **La réforme de l'Académie militaire en 1958** : l'enseignement devient gratuit et la « démocratisation » du recrutement transforme la composition sociale des élèves : à la place de l'« élite » traditionnelle, des enfants de couches petites-bourgeoises et parfois populaires. Tous les « capitaines » du MFA sont entrés à l'Académie militaire après 1958 ; ce qui les sépare des Spinola et de la haute hiérarchie n'est pas seulement une différence d'âge, mais une opposition de **classe**. Les hésitations du MFA, mais aussi la radicalisation soudaine de certains de ses secteurs doivent être examinés à la lumière de cette origine petite-bourgeoise, dans le contexte de l'actuelle crise et de polarisation sociale des différentes couches de la petite-bourgeoisie.

2) **La guerre coloniale, à la fois du point de vue matériel et idéologique** ; matériellement, elle devenait, après dix ans, une corvée de plus en plus insupportable, contraignant les officiers à des séjours répétés dans la brousse, dans des conditions difficiles, au service d'une « cause » qui paraissait de plus en plus perdue d'avance ; idéologiquement, par son caractère anachronique et impopulaire, inaccessible pour des jeunes officiers anti-fascistes, démocrates ou tout simplement « modernistes ». Il faut ajouter à cela l'impact des mou-

vements de libération des colonies portugaises, dont l'intelligence politique et la popularité imposaient le respect à leurs adversaires. Par des discussions avec leurs prisonniers ou simplement par la lecture des œuvres de Cabral, beaucoup d'officiers portugais commenceront à être ébranlés.

3) **Le recrutement massif d'officiers d'origine civile, les « milicianos »**, généralement d'origine étudiante, chargés de compléter l'encadrement professionnel (devenu insuffisant) pendant leur service militaire. Ces jeunes vont « infester » le corps d'officiers des idées contestataires, démocratiques et socialistes qu'ils apportent du milieu universitaire. Malgré une certaine hostilité corporative des officiers de carrière envers ces « intrus », beaucoup d'entre eux seront néanmoins influencés par ces courants idéologiques « introduits du dehors ».

C'est la fusion de ces différentes causes qui explique pourquoi un mouvement qui, à son origine, était une simple association corporative, se politise rapidement et renverse, le 25 avril, le régime fasciste vieux d'un demi-siècle.

A partir d'avril 1974 jusqu'à juillet 1975, le MFA connaîtra une évolution étonnante, qui se caractérise par la radicalisation de plus en plus poussée de ses positions (sans néanmoins arriver jamais à une rupture définitive avec l'armée bourgeoise comme institution hiérarchisée). Le moteur de cette radicalisation est extérieur au MFA : l'extraordinaire mobilisation des masses ouvrières, sans précédent en Europe depuis longtemps, et l'agitation dans la base même des forces armées, chez les soldats et marins, les « travailleurs en uniforme ». Le fait notable et surprenant est que le MFA, ou plutôt son aile marchante, n'essaiera pas d'écraser ou de bloquer cette mobilisation, mais, après quelques hésitations, la suivra **dans une certaine mesure**.

Pendant la première période, d'avril à septembre 1974, il semble que l'activité du MFA reste dans le cadre « normal » de l'appareil d'Etat capitaliste ; les compromis avec Spínola, les attermolements de la décolonisation, les gouvernements de coalition avec des politiciens réactionnaires, l'utilisation de la troupe contre les travailleurs en lutte (TAP, CTT, **Jornal do Comercio**) — sous les applaudissements du PCP — font apparaître le MFA comme garant de l'ordre bourgeois. Néanmoins, le renforcement du PCP et son influence grandissante au sein du MFA inquiètent la bourgeoisie et provoquent la rage de ses secteurs les plus réactionnaires : c'est la mobilisation de la « majorité silencieuse » et le premier coup raté de Spínola, le 28 septembre. L'intervention massive des travailleurs sous l'impulsion du PC et de l'extrême-gauche, fait basculer le MFA, après un court « flottement », du bon côté de la barricade, aux sens propre et figuré.

Après le 28 septembre, un premier tournant à gauche significatif a lieu : des officiers droitiers sont « assainis », quelques mesures de nationalisation sont prises, la décolonisation est accélérée, tandis que le PCP, grand vainqueur de l'épreuve de septembre, renforce encore plus ses positions dans le MFA. Néanmoins, la politique économique proposée par le MFA, la prétendue « voie socialisante », ne met nullement en cause le projet capitaliste ; bien au contraire, le Plan économique d'urgence (élaboré par Melo Antunes, chef de file du courant « social-démocratisant » du MFA) ne se distingue en rien d'un plan d'austérité bourgeois de type classique. Le PC, fidèle à sa stratégie de révolution par étapes, considère lui aussi que le socialisme n'est pas à l'ordre du jour et apporte son soutien à cette orientation. Au sein du MFA apparaît toutefois un courant radical, qui critique la prétendue « voie socialisante » et propose « un ensemble de mesures concrètes qui

permettent la destruction du pouvoir capitaliste au Portugal », grâce à un « processus de socialisation des moyens de production » (Voir **Expresso**, Lisboa, 15-2-75).

Affolée par la montée des luttes ouvrières et paysannes, et par le pouvoir grandissant du PCP, la droite et l'extrême-droite vont se lancer dans l'aventure du 11 mars. Encore une fois, les travailleurs descendront dans la rue, encerclant les casernes, discutant avec les soldats et, ensemble avec le MFA, déjouent le putsch contre-révolutionnaire. La période qui suit le 11 mars voit le MFA, sous l'impulsion des masses, se radicaliser rapidement ; suite à l'occupation des banques par les travailleurs, celles-ci sont nationalisées, et peu après aussi les assurances, les transports, l'électricité, la sidérurgie, etc. En avril, le MFA commence à parler de « Révolution socialiste » : la « voie socialisante » et le Plan économique d'urgence sont envoyés aux oubliettes. Un article publié à ce moment dans **Movimento**, le bulletin du MFA, permet de saisir le caractère contradictoire de cette radicalisation ; intitulé « Pour une définition des principes idéologiques de la révolution portugaise », il se réclame d'une « vision scientifique du socialisme, qui passe par une analyse des lois sociales objectives (rôle historique du prolétariat — lutte de classes) » et qui implique « la propriété sociale des moyens de production et distribution » ; d'autre part, le même article proclame le MFA « moteur et arbitre du processus révolutionnaire » (**Movimento**, n° 15, 22 avril 1975, p. 4). La conception paternaliste et autoritaire du MFA comme « moteur de la révolution » et la priorité donnée à la « bataille de la production » permettent d'esquiver la question de « révolution socialiste » avec une position d'arbitre au-dessus

**Qu'est-ce
que
le MFA ?**

des classes, dont le pacte avec les partis politiques bourgeois et ouvriers, avant les élections d'avril 1975, est l'exemple typique.

Pendant ce temps, le « moteur » réel du processus révolutionnaire continue sa progression : l'auto-organisation des travailleurs dans les usines, les quartiers, la campagne, et des soldats dans les casernes se développe et s'étend rapidement. Après de longues discussions et des conciliabules interminables, l'Assemblée du MFA — partiellement démocratisée par l'inclusion de soldats et sous-officiers — décide de suivre le mouvement : c'est la résolution de juillet proposant la constitution d'une Assemblée nationale populaire, fondée sur les comités de travailleurs, les commissions de « moradores » et autres organismes unitaires de base. Ajoutons qu'il s'agit de la version « modérée » de ce projet, certains officiers et soldats d'extrême-gauche proposant le passage du pouvoir aux Conseils révolutionnaires de travailleurs, soldats et marins, animés par le PRP-BR... Le Parti socialiste portugais, fidèle à ses réflexes menchéviques, a dénoncé dans la résolution du MFA une tentative pour installer « une dictature très semblable à celle qui est née de la révolution russe en 1917 » ! (**Le Monde**, 27-28 juillet 1975, p. 3).

Le contenu du bulletin du MFA du 11 juillet est symptomatique de l'évolution idéologique du mouvement : à côté d'un article intitulé « Lisnave, une expérience de contrôle ouvrier », on trouve un éditorial assez surprenant dont voici les passages les plus significatifs :

« La reconnaissance, par l'Assemblée du MFA, des organismes populaires unitaires de base représente un pas historique en avant du processus révolutionnaire... Parce que c'est par le développement d'un pouvoir populaire non dirigé par aucun appareil bureaucraté que la véritable avant-garde révolutionnaire germera et

conduira le peuple portugais au socialisme (...)

« Aucun socialisme n'existe en dehors du pouvoir exercé par les masses populaires ; **aucun socialisme n'est possible dans le cadre de l'appareil d'Etat bourgeois (...)**.

« Le but est la création d'un véritable pouvoir socialiste et populaire (forme supérieure de démocratie). Mais les progrès devront être déterminés par **les masses populaires elles-mêmes. Ce sont elles — et seulement elles — le moteur du processus révolutionnaire** » (**Movimento**, n° 23, 11 juillet 1975, p. 1, souligné par nous).

Bien entendu, il y a encore loin des résolutions et des éditoriaux à la réalité, et le bulletin du MFA (contrôlé par la gauche) n'est pas nécessairement représentatif de l'ensemble du Mouvement. Néanmoins, la décision de l'Assemblée du MFA a signifié un pas important vers le « dérèglement » et la désarticulation de l'appareil d'Etat bourgeois. D'où la violente réaction de la bourgeoisie, utilisant la direction droitiste et viscéralement anticommuniste du PS comme fer de lance pour briser ou faire reculer la gauche du MFA et la gauche du mouvement ouvrier.

Les jeux sont loin d'être faits : l'offensive anticommuniste — facilitée par la politique sectaire et bureaucratique du PCP — est en train de rassembler un vaste front qui va de Spinola et de l'Eglise catholique jusqu'au PPD et Mario Soares, et qui compte avec le soutien ouvert ou caché de secteurs importants du MFA : Costa Gomes, Melo Antunes, Vitor Crespo, Vitor Alves, etc. Ces secteurs, minoritaires dans l'Assemblée du MFA, comptent néanmoins avec des atouts sérieux au sein de la hiérarchie militaire, chez les officiers effrayés par le spectre rouge et menacés dans leur pouvoir et leurs privilèges par les comités de soldats ; ils comptent aussi avec une certaine base sociale « de masse » au Nord

du pays, chez les couches les plus arriérées d'une petite paysannerie traditionnellement conservatrice et cléricalo-obscurantiste ; d'où la tendance qui s'esquisse déjà d'une division de l'armée entre les unités stationnées au Nord et celles du Sud, fortement travaillées par la gauche et l'extrême-gauche. Le problème du contrôle du MFA sur les forces armées est loin d'être résolu, et l'hypothèse de l'apparition d'une « majorité silencieuse » dans l'armée de terre, exigeant le « rétablissement de l'ordre », n'est pas à exclure, ainsi que le « retournement de veste » de certains officiers du MFA jusqu'ici favorables au « processus révolutionnaire ».

Quelles sont les perspectives pour l'avenir ? La tentation est grande de cataloguer le développement présent et futur du MFA d'après les modèles ou les précédents connus : Algérie, Pérou, Chili ou Cuba. Sans nier des affinités ou des ressemblances, il nous semble important d'insister sur la **nouveauté** et la **spécificité** du processus portugais, qui rend peu vraisemblable une simple réédition de ces expériences.

On a beaucoup parlé, surtout au début, d'une voie « péruvienne » au Portugal ; en effet, par leurs sympathies « tiers-mondistes », par leur nationalisme et surtout par leur politique bonapartiste d'arbitre « au-dessus des classes », les officiers du MFA semblaient, en 1974, mener leur pays vers une sorte de populisme militaire, plus ou moins inspiré par l'Algérie. Une telle évolution n'est pas à exclure, mais elle semble de moins en moins probable : le poids du mouvement ouvrier, et en particulier du PC et de l'extrême-gauche, le degré de mobilisation et d'auto-organisation des travailleurs, l'intensité de l'affrontement entre les classes, le type de radicalisation qu'a connu le MFA distinguent profondément le Portugal d'aujourd'hui du Pérou ou de l'Algérie. Au Pérou, la hiérarchie militaire est restée pratiquement intacte et aucun

mouvement de soldats n'a défié son pouvoir ; en Algérie, il n'y a jamais eu de mouvement ouvrier de masse, se réclamant du marxisme, capable d'influencer les courants politiques au sein de l'armée. L'aile la plus radicale du MFA a déjà dépassé le stade idéologique du « nassérisme » et regarde beaucoup plus vers Cuba que vers le Pérou, dans sa recherche confuse et empirique d'un « modèle de société ».

Peut-on alors parler du développement du MFA vers une « voie cubaine » ? Le MFA deviendra-t-il un « Mouvement du 26 Juillet » portugais, évoluant comme celui-ci à Cuba, d'une organisation petite-bourgeoise, démocratique radicale, vers le marxisme ? Il est vrai que la direction cubaine jouit d'un grand prestige auprès de plusieurs officiers du MFA : la publication, dans le bulletin du Mouvement d'un discours de Fidel condamnant la « théorie des deux impérialismes » (**Movimento**, 3 juin 1976, p. 8), le voyage d'Otelo de Carvalho à La Havane, les contacts entre Rosa Coutinho et des délégations cubaines au Portugal sont autant d'indices significatifs de l'attrait qu'exerce Cuba sur l'aile marchante du MFA. Néanmoins, il y a quelques différences évidentes entre le M-26 et le MFA, qu'il serait dangereux de sous-estimer : tandis que le Mouvement des forces armées est issu de l'appareil d'Etat bourgeois, le « 26 Juillet » était lui un mouvement de guérilla dont le triomphe s'est fait en **détruisant** l'appareil d'Etat établi ! Le prolétariat urbain joue dans le processus portugais un rôle bien plus important qu'à Cuba en 1957-59, et une éventuelle victoire du socialisme au Portugal ne sera pas le résultat, simplement, d'une évolution « immanente » du MFA, mais d'une mobilisation révolutionnaire des travailleurs et des soldats (en alliance avec des secteurs du MFA) qui, armes

**Qu'est-ce
que
le MFA ?**

à la main, achèveront la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois.

Reste une autre possibilité, qui est constamment suspendue au-dessus du prolétariat portugais, comme une épée de Damoclès : la « voie chilienne », le putsch d'un « Spinôchet » réactionnaire et fasciste. On peut facilement imaginer un scénario analogue au Chili de 1973 : dégradation catastrophique de la situation économique (les réserves de la Banque du Portugal seront épuisées fin 1975), grèves de petits commerçants et petits agriculteurs, manifestations de rue anti-communistes animées par le PS (jouant ici le rôle de la Démocratie chrétienne chilienne, avec sa démagogie « populaire »), attentats fascistes quotidiens, et, pour couronner le tout, un coup militaire de la droite du MFA, soutenu par la « majorité silencieuse » des forces armées, pour « rétablir l'ordre » et « écraser le communisme totalitaire ». Une telle éventualité n'est nullement à exclure : si l'on se souvient de la collaboration « amicale » des militaires chiliens avec l'Unité populaire de 1970 à 1973, de leurs déclarations répétées d'allégeance au président Allende, et de leur répression du « tancazo » fasciste de juin 1973, on peut s'attendre aussi à des surprises désagréables de la part d'officiers du MFA qui se gargarisent aujourd'hui de « socialisme portugais ». Néanmoins, il y a des différences indéniables entre les deux procès : au Chili, l'auto-organisation des soldats et marins, la mobilisation « à la base » dans les casernes et les navires n'a jamais atteint rien de comparable avec ce qui se passe au Portugal. D'autre part, la radicalisation de la gauche du MFA n'a pas eu non plus d'équivalent au sein de l'armée chilienne d'avant 1973. En un mot : **la désintégration politique de l'appareil militaire portugais**, à l'inverse de la situation du Chili où les forces armées n'ont jamais été ébranlées dans leur fonctionnement de machine bien huilée au service de l'ordre bourgeois et de l'impérialisme. La conclusion

pratique est qu'un putsch droitier au Portugal, même s'il rassemble la majorité des forces armées — ce qui est loin d'être assuré — serait confronté à la résistance farouche, non seulement des travailleurs organisés et armés, mais aussi d'une aile du MFA, alliée au mouvement ouvrier et disposée à lutter avec lui contre la réaction. En d'autres termes : il n'y aurait pas de coup « net et propre » comme le septembre chilien mais bel et bien une **guerre civile** à l'issue imprévisible.

A notre avis, il y a un autre précédent, dont on ne parle jamais, mais qui permet de mieux comprendre le « phénomène MFA » : le **tenentismo** brésilien. Né en 1922 comme un mouvement de révolte de jeunes officiers des échelons moyens — lieutenants (**tenentes**) et capitaines — contre les gouvernements au service de l'oligarchie agraire du café, il aura une idéologie fort vague et confuse : positivisme, aspiration au progrès et à la démocratie, nationalisme, etc. Son dirigeant le plus connu sera le capitaine Luis Carlos Prestes, chef d'une célèbre « Colonne » qui va parcourir le Brésil de 1924 à 1926, et qui deviendra un personnage légendaire (« Le Chevalier de l'Espoir »). Vers 1930, le **tenentismo** va se diviser : son aile droite va rejoindre Getulio Vargas, chef de l'opposition bourgeoise, pour prendre le pouvoir au cours de la « Révolution de 1930 ». L'aile gauche, animée par Prestes, va se rapprocher du Parti communiste et former avec lui, en 1935, l'Alliance nationale de libération. Sous la direction de Prestes (devenu secrétaire général du PC brésilien) et du capitaine Agildo Barata, un soulèvement militaire se réclamant de l'ANL aura lieu en novembre 1935, rapidement écrasé par l'armée de Getulio Vargas.

Tôt ou tard, le MFA connaîtra le même destin que le **tenentismo** : son aile gauche ira rejoindre le mouvement ouvrier, le PCP ou l'extrême-gauche, son aile droite passera du

côté de la bourgeoisie, avec ou sans la médiation de Mario Soares. Reste à savoir quand, comment, et avec quel rapport de forces aura lieu l'affrontement nécessaire et inévitable entre les deux... La mobilisation et l'auto-organisation des travailleurs au Portugal laissent espérer qu'il se passera dans des conditions plus favorables qu'au Brésil en 1935 !

En conclusion : la situation actuelle au Portugal ne peut être que transitoire ; un appareil d'Etat ne peut pas rester « détraqué », dérégulé, dérangé, déséquilibré éternellement ; soit il sera « remis en marche » au service de la bourgeoisie, par l'élimination de l'aile gauche du MFA, suivie d'une répression anti-ouvrière ; soit il sera définitivement brisé par les travailleurs, les soldats, les marins et les officiers de l'aile la plus radicale du MFA. Dans les deux cas, le rôle actuel du MFA, rôle ambigu et contradictoire, d'instrument de conservation/désintégration de l'appareil militaire d'Etat, ne pourra pas continuer.

Cela vaut d'ailleurs aussi pour le niveau économique : actuellement, l'économie capitaliste ne marche plus « normalement », le profit n'est plus garanti, les investissements s'arrêtent, tandis que la planification socialiste n'existe pas encore. Ici aussi, une décision devra intervenir, dans un sens ou dans l'autre. Bien entendu, les deux niveaux, économique et politico-militaire, sont dialectiquement liés.

La seule voie pour barrer la route à la réaction bourgeoise et impérialiste au sein de l'armée et mener le processus révolutionnaire jusqu'au bout est la multiplication des comités de soldats et marins, étroitement liés aux comités de travailleurs et aux commissions de quartier ; l'armement des ouvriers et paysans et la formation de milices populaires étroitement liées aux comités de soldats et marins ; et l'alliance des comités de travailleurs, de soldats et de marins avec les officiers révolutionnaires du MFA. Le critère pour distinguer un officier révolutionnaire est très concret : celui qui favorise, dans la pratique et par des actes, l'armement des travailleurs et auto-organise des soldats.

Ni « instrument de la bourgeoisie », ni « bras armé du peuple », le MFA réfléchit et concentre en son sein les contradictions de la société portugaise ; son autonomie relative par rapport aux classes sociales lui avait permis de sauvegarder jusqu'ici son unité. Le développement de la lutte de classes ne pourra que briser, à court ou moyen terme, cette cohésion fictive.

La crise au sein de l'appareil militaire de l'Etat, dont le MFA est l'expression, est un des facteurs cruciaux qui créent la possibilité objective que le Portugal devienne le premier Etat ouvrier de l'Europe occidentale.

Carlos Rossi
(28/7/1975).

**Qu'est-ce
que
le MFA ?**

